

Nouvelles politiques urbaines pour la diversité sexuelle à Bogotá

Marcela Ceballos et Juan Carlos Prieto

Bogotá est la première destination des personnes déplacées par les violences à l'intérieur de la Colombie. Les lieux d'origine de ces personnes correspondent également aux zones où les violations des droits des personnes LGBT sont les plus fréquentes, en particulier contre les femmes transgenres.¹ Les guérilleros et les groupes paramilitaires exercent des violences contre les secteurs de la société considérés comme des symptômes de «décadence» contraires à l'ordre qu'ils souhaitent préserver. Les secteurs qu'ils ciblent comprennent les toxicomanes, les personnes sans abri, les personnes liées à la prostitution, les personnes vivant avec le VIH/sida, les dirigeants de syndicats et d'organisations communautaires et les personnes homosexuelles et transgenres.

30% des personnes LGBT déplacées réinstallées à Bogotá expliquent leur fuite par des motifs liés à leur orientation sexuelle ou identité de genre. Dans les quartiers de Bogotá où les femmes trans déplacées ont tendance à s'installer, la violence, la vente et l'usage de drogues ainsi que la traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle sont monnaie courante. Les femmes trans sont fréquemment liées à ces réseaux, auxquels les garçons, les filles et les adolescents sont les plus exposés.² Toutefois, la mobilisation sociale s'est progressivement renforcée dans ces domaines au cours des dix dernières années, culminant en 2009 avec la signature de l'Accord 371 du Conseil de Bogotá sur la politique publique relative aux personnes LGBT. Cette politique garantit l'égalité totale des droits aux personnes LGBT et vise un double objectif: premièrement, garantir l'accès aux services et à l'assistance indifféremment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre et deuxièmement, promouvoir une culture libre de toute violence basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Par exemple, concernant le premier objectif, le district reconnaît

maintenant les couples de même sexe comme une cellule familiale, ce qui leur donne accès aux allocations logement accordées aux populations à faible revenu.

Pour mettre en œuvre cette politique, il est toutefois nécessaire de renforcer le rôle des organisations et des leaders susceptibles de participer à la promotion des droits LGBTI. Les autorités doivent améliorer leurs systèmes d'information pour suivre les déplacements motivés par l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des personnes. La majorité des personnes trans qui arrivent à Bogotá ont un faible niveau d'instruction et tendent à s'intégrer à la société par le biais d'activités informelles souvent pratiquées par d'autres personnes transsexuelles (coiffure et esthétique, prostitution, confection, etc.) dans des conditions de travail précaires. Le réseau d'institutions responsables de répondre aux besoins spécifiques des groupes et des personnes déplacées vulnérables (tels que les centres communautaires) a donc besoin d'être élargi tandis que l'inclusion sociale de ces groupes doit être promue par des stratégies de changement culturel.

Marcela Ceballos mceballos2000@yahoo.com travaille comme conseillère et Juan Carlos Prieto jprieto@sdp.gov.co comme directeur de la diversité sexuelle pour le bureau du département de planification urbaine du district de Bogotá. www.sdp.gov.co

1. Personne transgenre avec une identité de genre féminine.
2. 42% des femmes transgenres trouvent difficile de louer un logement tandis que 27% sont victimes de violences perpétrées par leur partenaire. 100% des femmes transgenres interrogées avaient été victimes d'agression sous une forme ou autre ou de comportements insultants ou offensifs lors d'approches sexuelles. (Tiré de la politique publique de référence de Bogotá pour la pleine garantie des droits des personnes LGBT, 2010.)